

La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0009

CRAP 7111

BULLETIN DU RESTAURANT

Le COMBAT SYNDICALISTE

NUMERO 32 JANVIER-FEVRIER 1995 10 FRANCS



Sommaire

Charité
Business

Les grandes
Manoeuvres

Vingrau

Les bergers
comptent
Leurs moutons

• ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS: • A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA

• CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL: Pour tout contact sur le plan national: C.N.T.-A.I.T., Bureau Confédéral, Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE 33000 BORDEAUX

• UNION REGIONALE MEDITERRANEE: • C.N.T., 9 rue DUCHALMEAU, 66000 PERPIGNAN (Secrétariat régional)

• U. R. CENTRE: • C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS (Secrétariat régional)

• U. R. AQUITAINE: • C.N.T., B.P. 51, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)

• U. R. MIDI-PYRENEES: • C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)

• U. R.: NORMANDIE: • C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional)

• DANS L'EST: • C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

• EN BRETAGNE: • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST • C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES

• EN RHONE-ALPES: • C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

• EN REGION PARISIENNE: • C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DAN- NEMOIS • C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16

• DANS LE NORD: • C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS



• EDUCATION NATIONALE

Le 5 janvier 95, les Maîtres d'internat et surveillants d'externat ont été appelés à voter pour choisir les représentants syndicaux aux commissions de discipline. Une nouvelle fois, les syndicats traditionnels ont montré leur vrai visage : lorsqu'il s'agit de poser ses fesses à côté de la hiérarchie, ils n'hésitent jamais, quitte à accepter n'importe quoi.

Ces commissions de discipline sont une honte et intègrent parfaitement toute la série de lois qui ne visent qu'à casser nos luttes. Accepter ces structures, s'y faire élire, c'est prendre place à côté du gouvernement et l'aider à museler les mécontents.

Qu'on cesse de nous bassiner avec les élections. La liberté, ce n'est pas de choisir la couleur de la matraque!

Interco CNT-Herault

(• Tous les professionnels intéressés par la création d'un syndicat unique de l'éducation -c'est-à-dire regroupant les enseignants comme les autres catégories de personnel- dans le département sont invités à prendre contact avec nous).

• VIGILES DANGEREUX

Courant juin, un client de grande surface y faisant ses achats se trouve pisté par un vigile. Excédé, notre consommateur quitte le magasin. Mal lui en prit. Le videur le suit et l'apostrophe sur le trottoir. Le cow-boy se fait remettre en place. Peu habitué à être contesté, le videur frappe notre quidam.

Quelques temps plus tard, un groupe de personnes, dont nombre de la C.N.T. se rendirent dans le magasin. Le directeur, encadré de videurs et guère plus aimable que ces acolytes, nous menace. Le ton monte. Les clients se groupent. Les personnels baissent les yeux mais ne perdent pas une miette de la scène, pas mécontents au fond d'enten-

dre le directeur se faire engueuler. La police arrive... consciente que nous ne pouvions aller plus avant, la personne agressée porte l'affaire devant la justice. Résultat des courses, bien que sans travail et ne pouvant s'offrir un avocat, notre plaignant obtient la condamnation du videur à une amende et à 2500 F de dommages et intérêt.

Un peu partout, des vigiles agressent des usagers. Alors, qu'on se le dise : il est possible de les calmer un peu. La justice fait parfois ce travail, ... surtout quand on l'aide un peu en montrant de la détermination collective.

(D'après des infos de l'Ul de Caen)

• PABLO SERRANO PRISONNIER D'OPINION

Pablo Serrano est en prison depuis le 21 août 84, responsable présumé d'un attentat contre la chambre patronale de Zaragossa et du décès d'un conseiller patronal. Il a été condamné à 30 ans de prison. Alors qu'il a purgé plus de 10 ans, toute permission ou liberté conditionnelle lui est refusée alors qu'en Espagne ces mesures sont de règle et profitent largement à de nombreux fascistes condamnés plus lourdement pour crimes de sang. Une commission a été chargée d'examiner son cas. Elle a déclaré que "les conceptions anarchistes de Pablo Serrano l'amenaient à refuser l'état et que, par conséquent, il n'était pas souhaitable qu'il sorte", reconnaissant que son maintien derrière les barreaux n'avait plus rien à voir avec l'exécution de sa peine mais sanctionnait ses options philosophiques. Depuis le 21 août 94, Pablo Serrano est donc un prisonnier d'opinion. Après la C.N.T. espagnole, la C.N.T. française lors du dernier CCN a pris position en sa faveur. La mobilisation doit s'organiser afin d'exiger pour lui les mêmes droits que ceux de tous les prisonniers.

• infos : Union locale de Pau

Les médias et les politiques viennent de donner un coup de projecteur sur le problème du logement. Une fois de plus, ils semblent découvrir tout d'un coup le problème. Pour leur rafraîchir la mémoire, rappelons qu'en avril-mai 94, dans ces mêmes colonnes, loin des scoops, la C.N.T. avançait des chiffres et des arguments. Miracle ! ceux qui avaient alors jugé fantaisistes nos chiffres et utopique notre volonté de réquisition reprennent maintenant nos chiffres et nos idées. Tant mieux. Les idées sont faites pour avancer.

Mais dans la cohérence. Retour donc sur la question.

Il y a peu, le 31 mai 90, le gouvernement socialiste promulgait une loi relative au droit au logement. Quatre ans et demi après :

- 400 000 personnes sans-abris, en habitat précaire ou en centre d'hébergement,
- 500 000 logements en état de surpeuplement grave,
- 400 000 logements insalubres.

Aujourd'hui, les politicards, les journalistes et les proprios veulent nous faire gober l'existence d'une crise du logement. Pourtant, des toits, il y en a. On frôlerait même actuellement les deux millions de logements vacants, sans même parler des logements occasionnels et des résidences secondaires. Alors ?

Les gouvernements de gauche comme de droite, à la solde des patrons et de la classe détenant le capital, ont fait leur choix en matière de logement.

Nous, anarcho-syndicalistes de la C.N.T., nous avons fait le nôtre : 1 896 000 logements vacants, 400 000 logements occasionnels, 2 414 000 résidences secondaires d'un côté, 400 000 S.D.F. de l'autre, les comptes ne sont pas difficiles à faire.

Le problème n'est pas tant le manque de logements que l'accessibilité à celui-ci.

La société doit garantir à tous ses membres le droit au logement.

La fausse crise, c'est celle dont les proprios et les politiciens nous parlent. Pour les premiers, pas assez de logements disponibles par rapport à la demande, donc augmentation des loyers. Et, "si vous trouvez que votre appart est trop cher, alors tant pis, d'autres attendent derrière vous".

Pour le politicard, il faut construire, construire et construire davantage de logements sociaux et augmenter les capacités des centres d'hébergement en attendant.

D'autre part, toute la classe politique, d'un commun accord, dit vouloir faire quelque chose. Concrètement, rien n'est fait. Tartuferies et mauvaise foi. Politiquement et juridiquement ils le peuvent, une loi existe, l'article 342 du Code de l'Urbanisme et de l'habitat. Le préfet peut immédiatement mettre à disposition d'une personne un logement contre le gré du propriétaire de l'immeuble ou de l'habitation. Les locaux réquisitionnables sont les locaux vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés.

La vraie crise, c'est le nombre de logements laissés vides, et que l'on refuse de mettre à la disposition de ceux qui sont dehors car cela permet aux proprios et aux agences immobilières de spéculer. En effet, dans le système capitaliste, dominé par l'argent pour l'argent, le logement n'est pas considéré comme une nécessité mais plutôt comme un produit marchand rentable, source de spéculation et de profit pour les proprios.

Quant à nous, anarcho-syndicalistes, nous refusons cette conception anti-humaniste.

Est-ce que le droit à la propriété est supérieur au droit à la vie, surtout quand cette même propriété est abandonnée parce que d'autres orientations politiques en matière d'économie sont favorisées pour le bien du Capital, du fric, du profit. Il n'y a plus de droit quand il s'agit de spéculation sur la vie.



Le droit au bien-être, au bonheur pour tous doit être reconnu et considéré comme une valeur supérieure à la propriété dans une société de progrès et surtout humaniste.

Toute cette charité-business, nous la refusons. Nous voulons du Beau mélangé à la nécessité et à l'utilité; bref de la poésie dans l'urbanisme au lieu de cette grisaille bétonneuse de vie.

U.L. C.N.T., Caen

d —ans notre précédent numéro, nous avons eu l'occasion, à propos de la situation au Nigéria, de rappeler la présence d'une scission dans la C.N.T. française (*1) et d'aborder une partie des problèmes qui se posent actuellement à l'Association Internationale des Travailleurs. Le numéro de janvier 95 de "C.N.T.", organe officiel de la C.N.T. d'Espagne, principale Section de l'A.I.T., fait, dans son éditorial, écho à nos préoccupations. C'est pourquoi nous proposons ci-dessous une traduction de l'essentiel de ce texte.

"Fin 93, la centrale syndicale réformiste suédoise S.A.C. avait proposé d'organiser avec les sections de l'A.I.T. une réunion "ouverte". Cette manoeuvre avait avorté. C'est donc entre réformistes seulement (S.A.C., C.G.T. espagnole, ...) qu'une réunion, qui fut un échec total, s'est alors tenue. Mais cela n'a pas empêché les initiateurs de la manoeuvre de revenir à la charge cet automne.

"Cette fois-ci, force est de constater que la tentative d'imprégner l'anarcho-syndicalisme de réformisme a progressé puisque cette dernière réunion s'est tenue avec la participation de l'Union régionale Nord-Pas de Calais, sous la houlette de la C.N.T.-Bureau confédéral Paris.

"Par ailleurs, il s'est tenu une réunion des Sections de l'A.I.T. à Prague, et, on ne sait par quel tour de passe-passe, la S.A.C. figurait parmi les intervenants.

"D'un autre côté, nous avons déjà parlé dans notre journal de l'Awareness League en notant que ses activités politiques firent l'objet d'une critique lors de la réunion d'Alicante. Cette organisation a demandé son adhésion à l'A.I.T. Seul un CONGRES peut prendre une telle décision. Et bien, nous constatons que "Le Combat syndicaliste" - Bureau confédéral Paris et le journal de l'U.S.I. (Italie) la présentent purement et simplement comme une section et lui font de la publicité !

"Quand un syndicat (par exemple celui de Las Rozas) s'informe et pose le problème de la scission dans la C.N.T. française,

au lieu de répondre au problème avec franchise et clarté, on lui répond en privé avec des propos évasifs et vagues, en niant des faits que la C.N.T.-Bureau Confédéral Paris elle-même reconnaît et qu'il est facile de vérifier puisqu'elle se glorifie à longueur de page de ses "succès électoraux", du moins dans trois numéros récents du Monde Libertaire.

"Pour finir, nous apprenons qu'une réunion de délégués de l'U.S.I. a proposé de modifier les statuts de l'A.I.T. en abandonnant la référence à nos principes, tactiques et finalités (et donc l'adéquation entre théorie et pratique) pour la remplacer par de vagues positions anti-capitalistes et anti-étatiques qui, en leur forme, pourraient être acceptées par les Partis communistes et les politiciens de la même eau. L'U.S.I. propose de plus que dans un pays il puisse y avoir deux sections de l'A.I.T., par exemple en France il y aurait la C.N.T.-Bureau Confédéral Paris qui participe aux élections professionnelles et la C.N.T.-Bureau Confédéral Bordeaux qui les rejette ; et, en Espagne, nous aurions la C.G.T. qui participe aux élections, qui a des syndicats de policiers et qui reçoit des millions de subvention de l'Etat et la C.N.T. qui s'oppose à tout cela.

"Les conséquences de l'acceptation de cette proposition seraient, sans doute aucun, la rupture de l'unité idéologique de l'A.I.T., donc une lutte interne permanente et, dans le pire des cas, une soumission au réformisme qui nous amènerait à une collaboration honteuse avec les institutions de l'Etat.

"En Espagne, le réformisme a essayé par le passé de pénétrer l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme mais il s'est cassé les dents sur la C.N.T. N'est-il pas en train maintenant de tenter de recommencer sa manoeuvre en s'attaquant aux maillons les plus faibles de la périphérie ?"

La Rédaction de C.N.T.

(*1) La scission a son Bureau Confédéral à Paris, rue des Vignoles, et publie à l'imprimerie des Gondoles un mensuel sous le titre "Le Combat syndicaliste. La C.N.T. a son siège confédéral à Bordeaux et publie en réseau un bimestriel dont vous êtes en train de lire l'édition régionale.



Pour en savoir plus ...

- "La S.A.C. et le réformisme libertaire" (Analyse actuelle du problème) par les Amis de l'A.I.T., 15 Francs.
- "De la Première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs" (Histoire) par Antoine Castel, 15 Francs. à commander à C.N.T., 7 Rue St Remy, 31000 Toulouse.



Les échéances électorales (*1) de la deuxième vague (*2) sont passées, les syndicats institutionnels, staliniens, défroqués ou culs bénis ont bien entendu tous gagné.

La bienveillante complicité de l'Administration leur permet de tromper une nouvelle fois le personnel en ne considérant pas l'abstentionnisme comme une véritable expression. Pourtant, celui-ci a doublé depuis la dernière consultation de 1989, dans certains endroits du moins.

C'est le cas chez nous, au Centre de Tri d'Amiens où, sur 294 personnes il y a eu 60,5 % de votants, c'est-à-dire 39,5 % d'abstention. Avec les chiffres tronqués (qui ne tiennent pas compte de l'abstentionnisme), la C.G.T. annonce 71 % des voix, la C.F.D.T. 11,24 %, F.O. 5,9 % et la C.F.T.C. 11,83 %. Dans la réalité, si l'on tient compte de la totalité du personnel, cela donne 3 % de bulletins blancs, 40,8 % pour la C.G.T., 6,4 % pour la C.F.D.T., 3,4 % pour F.O. et 6,8 % pour la C.F.T.C. Ce qui n'est pas pareil du tout !

Dans leurs tracts, les syndicalistes se sont bien gardés de dire ce qu'ils faisaient concrètement dans les différentes commissions, créant même la confusion en se faisant passer pour "défenseurs des travailleurs" là où ils ne sont que juges (à la simple voix consultative) aux côtés de l'Administration et sur ... ses valeurs.

Dans notre tract "Ne cautionnons pas les collaborateurs" nous avons rétabli quelques vérités. Celles-ci ont fait enrager les bureaucrates et nous ont fait quelques ennemis de plus parmi les cloportes.

Un autre aspect préjudiciable, c'est l'illusion que véhicule l'électoratisme. Dans leur pla-

quette publicitaire, les syndicats annoncent qu'avec son vote, le personnel va pouvoir satisfaire toutes ses revendications, de l'arrêt de la privatisation rampante à la titularisation des précaires, ni plus ni moins ! Et pourtant, ces tristes magiciens savent très bien que ce n'est que par la lutte que nous pourrions élargir ou simplement maintenir nos conquêtes sociales.

DE LA PEUR ET NÂVETE DE L'ANNEE 1969 A LA CONSCIENCE DE 1994:

Il y a plus de 25 ans, affecté au P.L.M. (le plus grand centre à l'époque) d'où devait partir la plus longue grève de la poste, et pourtant juste après le grand mouvement d'émancipation de Mai 68, je me souviens qu'à part une poignée d'amis, les collègues se cachaient ou bluffaient en mettant un simple papier dans leurs enveloppes pour ne pas subir les rappels à l'ordre des chefs (militants syndicaux pour la plupart) pour "aller faire le devoir". En 1964, à Amiens, petit Centre de tri de province, cet après-midi du 13 décembre, les appels du chef de service cégétiste (tiens, tiens !) prêtaient à sourires et sarcasmes; les votants rasaient les murs pour aller déposer leur bulletin de fidélité.

Notre satisfaction à voir croître l'abstentionnisme est confortée par le fait qu'il touche en grande majorité le personnel le plus combatif. A nous d'avancer avec lui dans des luttes unitaires et des perspectives égalitaires.

— Michel d'Amiens.

(*1) C.A.P. : Commissions Administratives Paritaires.

(*2) C'est ainsi que l'Administration nomme les agents qui ont voté à cette échéance (du balayeur au chef d'équipe). Les cadres et cadres supérieurs ont déjà voté avec la 1ère vague.

• A l'occasion des élections paritaires, les syndicats C.N.T. de la poste ont appelé au boycott. Divers tracts, dont celui que vous pouvez lire ci-après, ont été distribués un peu partout :

NE CAUTIONNONS PAS LES COLLABORATEURS

Depuis des décennies, le personnel des P.T.T. est appelé à élire des représentants aux Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.). Jusqu'à une époque récente, pour avoir la "caution" des représentants du personnel, l'Administration exerçait son habileté en souscrivant aux desiderata des organisations syndicales dans les commissions d'avancement, pour les requêtes en notation (maintenant : Appréciation, E.D.A), en réduisant les sanctions proposées dans les affaires disciplinaires, etc...

Maintenant, les choses ont changé : il faut réduire les effectifs et chasser les brebis galeuses contestataires et autres "improductifs" (agents pas assez rapides, pas dans l'esprit d'entreprise, ou même ... malades !).

Hier les syndicats institutionnels nous trompaient déjà en se faisant passer pour les défenseurs des travailleurs. En fait, ils les jugent avec voix consultative à





MIDI-PYRENEES

Le combat syndicaliste

— AU CINEMA REX,
15 avenue Honoré Serres (pres de la place Arnaud Bernard) à Toulouse, projection de
"CHOMSKY,
LES MEDIAS ET LES ILLUSIONS NECESSAIRES"
PUIS DEBAT AVEC LA C.N.T.
LE VENDREDI 27 JANVIER A 19 H 45

— autour de l'oeuvre de Noam Chomsky —

L Etat n'est ni un hasard ni une nécessité. Il est une construction artificielle, défendue par des uniformes, en vue de protéger et servir des intérêts particuliers. A cet édifice hiérarchisé, dédié à défendre une économie inégalitaire s'ajoute aujourd'hui la puissance d'une technologie devenue un instrument aux mains des pouvoirs politiques et financiers.

A cet instant, il est intéressant de connaître les analyses que font dans leurs domaines respectifs les savants pour comprendre comment la science est détournée de ses fins.

Cela d'autant plus que les religions et les sectes profitent de ce détournement pour diaboliser les avancées scientifiques modernes et prônent le retour à l'ordre moral et réactionnaire, bref, à l'obscurantisme.

Opposée à cette démagogie réactionnaire, la tâche pratique

des anarcho-syndicalistes est plus que jamais d'actualité. Il est vital non pas de fixer aux hommes le but de faire des machines mais de leur donner les moyens et les connaissances pour en contrôler les finalités.

Les travaux de Noam CHOMSKY et ses critiques vis-à-vis des techniques modernes de communication serviront ici à illustrer cette démarche.

— LA TECHNIQUE DU LANGAGE —

C'est à partir d'exemples concrets portant sur l'apprentissage du langage chez l'enfant que Noam Chomsky a avancé à partir de 1957 une nouvelle hypothèse concernant la structure du langage.

"Le noyau central" en est l'idée que l'on pourrait décrire la genèse cérébrale, l'apprentissage et le fonctionnement du langage

à partir du postulat selon lequel les énoncés linguistiques sont engendrés sur la base d'un petit nombre de modèles abstraits innés de phrases ("les phrases noyaux") dont chaque locuteur, dans chaque langue, peut tirer une infinité de phrases courtes au moyen de règles de transformation, ainsi que l'écrit G. Mounin dans un commentaire de l'oeuvre de Chomsky. L'hypothèse de cette grammaire, appelée **grammaire générative** repose sur le fait que toutes les langues ont des caractéristiques communes.

Cette grammaire générative universelle offre, avec des moyens limités, la possibilité d'engendrer un nombre infini de combinaisons qui permettent à la fois la diversité des langues, mais aussi, par effet-retour, leur traduction et leur compréhension.

Cette possibilité de traduction inter-langue ne serait pas évidente sans cette base commune de dé-



part, elle contribue à donner à l'espèce humaine son homogénéité, son unité profonde.

Ce qui est essentiel, c'est que cette grammaire générative, ce mécanisme inné, par la marge de manoeuvre et par la faculté de compréhension qu'il laisse à l'être humain est à la base de notre liberté d'expression.

Sans faculté de compréhension mutuelle, il n'y a pas de liberté d'expression; s'exprimer sans être compris ou en étant mal compris, c'est empêcher en fait la communication de s'établir.

C'est cette déformation de l'expression et quelquefois aussi sa manipulation que dénonce Chomsky dans sa critique des médias.

LIBERTE D'EXPRESSION — ET MEDIAS —

Les médias ont pondéré la valeur des mots et des idées par leur quantité respective de passage sur les ondes. Ils sont devenus un formidable instrument de consensus autour d'idées reçues qu'ils entretiennent à longueur de journée. Tant au niveau de la pensée que du mode de vie, ils conditionnent une uniformité extérieure qui fait que l'individu publi son identité propre pour se réfugier dans un individualisme névrotique tourné vers les "valeurs" standards d'une société de consommation. L'identification à des valeurs produites artificiellement par un discours et des images obsessionnellement centrées sur les mêmes thèmes (automobile, sport, discrimination sexuelle...) a valeur d'aliénation pour l'homme moderne.

Dans ce cadre, l'espace laissé à la liberté d'expression, même non censurée, ne dispose pas de la même possibilité de compréhension, de la même efficacité, auprès d'une foule ainsi conditionnée.

Comment l'opposant au

système peut-il, par exemple, entre deux coupures publicitaires,

avec des schémas de communication qui ne s'inspirent pas du marketing, faire comprendre sa vision propre du système capitaliste ?

Alors que toute la journée les médias ne font que justifier ce système et le rendre insidieusement nécessaire, les quelques minutes de critique octroyées par le leurre démocratique ne parviendront pas à toucher le grand pu-

"Un système fédéré, décentralisé d'associations libres incorporant le social et l'économique, serait l'anarcho-syndicalisme. C'est l'organisation qui convient à une société technologique avancée où on ne serait pas forcé d'être les rouages d'une machine"
Noam CHOMSKY

blic -et en tout cas- pas assez profondément pour obtenir un résultat efficace.

La technologie médiatique au service du pouvoir financier et politique s'est transformée ainsi en un terrible instrument de nivellement qui réduit à néant l'autonomie individuelle.

Des satellites de transmission sont mis en orbite à des coûts exorbitants, pour que la planète puisse "vivre" en direct un match de foot, entre deux panneaux de publicité pour coca-cola, chose que l'on peut voir chaque mercredi après-midi dans n'importe quel stade municipal. A ceci près que la concentration de l'inégalité par le biais du culte de la personnalité servira à transférer, du niveau sportif au

niveau politique, dans les cerveaux, l'image rendue nécessaire de l'homme providentiel, celui qui marque les buts, qui résistera au chômage, en fait qui exploitera des masses en perte d'identité individuelle propre et d'unité profonde, des masses aliénées.

Or, la liberté d'expression ne peut pas exister sans diversité d'opinion, sans capacité ouverte de compréhension, deux choses que nivellent les médias en diffusant planétairement une pensée et un mode de vie uniformes, en limitant les facultés de compréhension et de coopération entre les individus, en manipulant les opposants ou en les récupérant.

TECHNOLOGIE & PROGRES

La dualité entre les buts poursuivis par la recherche fondamentale et ses applications technologiques -que cela concerne l'atome, les ondes hertziennes ou d'autres domaines- montre l'importance pour la société de se doter enfin de structures sociales et culturelles aptes à rejeter tout le "technologique autoritaire" (énergie nucléaire, manipulation médiatique...) et à mettre en place une technologie alternative respectueuse des besoins des individus et des capacités de la planète.

Plus que jamais, notre approche, globale et révolutionnaire du problème doit être approfondie et propagée car chaque science a en elle le même potentiel de nuisance ou de libération en fonction de son utilisation pratique. La technologie d'aujourd'hui, aliénante, dangereuse, autoritaire est à l'image du système qui la finance et en quelque sorte, une de ses conséquences logiques.

Si vous ratez la soirée débat... vous pourrez tout de même voir ce film remarquable, le Rex ayant eu la bonne idée de le programmer pendant une quinzaine. Renseignements sur son répondeur: 61 23 93 04)

— Noam Chomsky, né à Philadelphie (Pennsylvanie) le 7 décembre 1928, est un linguiste éminent, auteur et philosophe politique radical de réputation internationale.

Il est "Institute Professor" et professeur de linguistique au Massachusetts Institute of Technology (MIT), membre de l'Académie américaine des arts et des sciences, membre de l'Académie nationale des sciences, et il s'est vu décerner dix grades honorifiques d'universités de par le monde. En 1988, le Japon lui remettait le Prix des sciences fondamentales de Kyoto qui, du point de vue du prestige s'apparente au prix Nobel.

Les parents de Chomsky, juifs de petite bourgeoisie, enseignent à l'école hébraïque. Ils l'inscrivent avant l'âge de deux ans dans une école progressiste expérimentale qui ne pratique ni la compétition ni le classement des élèves, où il reste jusqu'à douze ans. Il y apprend "que tout le monde peut faire quelque chose d'important". Il se souvient d'une enfance absorbée dans la lecture. Il se revoit pelotonné sur un sofa lisant les livres qu'il emprunte à la douzaine à la bibliothèque.

Ses années à l'école secondaire sont des années d'intense compétition et d'enrégimentation : elles demeurent "une période presque complètement sortie de (sa) mémoire, sauf sur le plan affectif" où, dit-il, "le bilan est plutôt négatif".

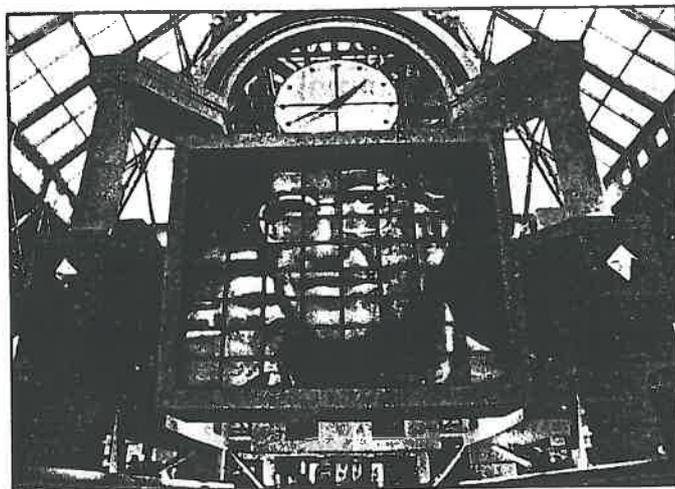
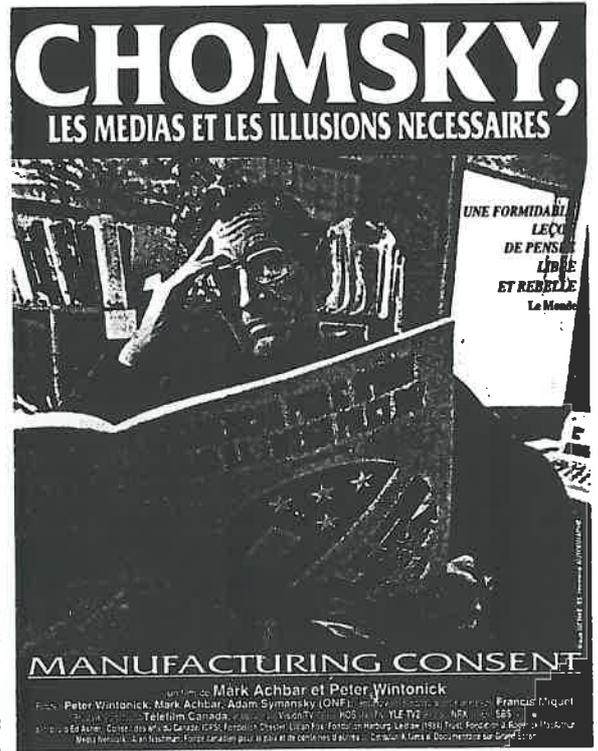
Dans le New York des années 30, en vertu d'un programme d'aide aux personnes handicapées, on a confié à l'oncle de Chomsky, qui est bossu, un kiosque à journaux derrière la sortie de la station de métro de la 72ème rue de Broadway. Le kiosque, qui ne rapporte rien, est un salon où circulent les idées radicales, où le jeune Noam peut travailler le soir et prendre part à ces riches échanges intellectuels. "C'est là que j'ai fait mon éducation politique" déclare-t-il.

Le premier article de Chomsky, écrit quelques semaines après son dixième anniversaire, est un éditorial sur la chute de Barcelone, qui paraît dans le journal scolaire.

Chomsky fréquente l'Université de Pennsylvanie. En 1955, il termine son doctorat de linguistique. L'importance de ce travail ne se révèle pas dès l'abord, puisqu'il faut attendre vingt ans avant que l'ouvrage soit publié. C'est que Chomsky a rejeté toutes les théories alors en vigueur par des recherches qui en quelques décennies vont révolutionner complètement la linguistique et influencer profondément de nombreuses autres disciplines telles que la psychologie ou l'intelligence artificielle.

L'étendue et la profondeur des écrits de Chomsky témoignent du cercle de ses idées, qui embrassent des sujets aussi variés que la guerre et la paix à l'échelle planétaire, ou la complexité de l'intelligence et de la créativité humaines. Il est l'auteur de plus de 30 livres et d'une multitude d'articles. La bibliographie de ses écrits contient plus de 700 notices.

Dans le domaine des arts, des humanités et des sciences sociales, Chomsky est l'auteur vivant le plus souvent cité.



Salle indépendante, étrangère aux gros réseaux commerciaux, le REX assure depuis des années une programmation de qualité.

LE REX. UN CINEMA A SOUTENIR

Comme presque toutes les rares salles dans son cas, le Rex est dans le rouge au point de vue financier et risque de devoir fermer ses portes.

Une Association de soutien est constituée. Tous ceux qui ne veulent pas se satisfaire du gavage par les films stéréotypés y ont leur place.

(Renseignements au cinéma: 61 21 86 45)

avis a la population

• MAC-DO: CLOSED

Pour la première fois en France (et peut être ailleurs), un Mac'do est obligé de mettre la clef sous la porte. A Labège, dans la banlieue de Toulouse, en effet, la clientèle ne se précipitait pas sur les chers hamburgers. Le clown Mac'do a du enfoncer son nez rouge au plus profond de sa poche ce 5 janvier.

Claque surprise pour un des grands représentants du capitalisme. Une hirondelle ne fait certes pas le printemps, mais on se prend à espérer....

• ALAIN CAZE AUX

Le 4 janvier, l'insoumis basque Alain Cazeaux, est passé devant la Cour d'appel de Toulouse pour "désertion et refus d'obéissance". Comment pourrait-il avoir "déserté" alors qu'il n'a jamais été incorporé a demandé son avocate ? Bonne question en effet, qui a suffisamment empoisonné les magistrats pour qu'ils mettent le verdict en délibéré. Le temps probablement de laisser s'aérer la salle du tribunal que le comité de soutien avait truffé de boules pointues.

• SIMPLE MEPRISE

A Beauzelle, le 16 décembre trois jeunes ont été victimes de ce que la Dépêche qualifie pudiquement de "méprise". Mais voyons les faits. Nos trois jeunes circulaient bien tranquillement dans leur voiture. Tout d'un coup, une autre voiture les double et leur barre le passage. Un homme en sort, le fusil à la main. Sans un mot, il tire sur le capot. Le radiateur explose. Il oblige le conducteur à descendre en le braquant. Puis il menace de son arme les deux passagères (16 et 17 ans) et les oblige à sortir les bras en l'air. Heureusement les parents intervinrent et l'agresseur prit fuite. Un des jeunes a été blessé

MODE D'EMPLOI

• C.N.T. : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Bordeaux.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".

• Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• N'hésitez pas à prendre contact

• **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• **ET UN N° DE TELEPHONE :**

61 52 86 48 (répondeur)

• **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**

- C.N.T. : Permanences le Mardi et le Samedi de 17 à 19 heures.

- C.D.E.S. permanence le samedi de 17 à 19 h. -

Réunion "A BATON ROMPU" sur un thème d'actualité le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30

- **Jeunes Libertaires** : permanence le samedi de 17 à 19 heures.

Table de presse au Mirail (RU) le lundi midi.

- **Comité Vingrau** : réunions chaque lundi pair à 18 h 30.

- **Tables de presse** : aux puces, le dimanche en fin de matin.

ABONNEMENTS

• **ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER A "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"**

Un an ; abonnement normal : 50 francs.

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.F. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

en essayant de résister.

Deux jours plus tard, on a appris qu'il s'agissait d'une simple "méprise" et pas d'une "inqualifiable agression" comme on l'avait cru jusque là.

Il est vrai que le "mépreneur" était un C.R.S. ivre, ça change effectivement tout.

• C.S.A.=CENSURE. SOTTISE. AUTORITARISME

Elle n'avait jamais totalement disparue, l'ignoble censure. Mais ces temps-ci elle redresse un peu trop la tête : Pour ce qui est une simple méprise verbale (n'est-ce pas ?) la radio Sky Rock s'est vue interdite d'antenne pendant 24 heures.

Bien entendu, les sous entendus racistes, les propos crétins, les attitudes sexistes peuvent se

donner libre cours sur la majorité des antennes. De ce côté là, les "journalistes" sont tranquilles: aucune censure n'est à craindre.

• INTERDIT DE RIGOLER

Côté censure, l'équipe de Charlie-Hebdo avait déjà donné. Elle vient d'écopier quand même d'une condamnation pour avoir écrit ce qu'elle pensait d'un pèlerinage traditionaliste (et c'était rigolo !) On nous signale qu'au moins une petite feuille a déjà été condamnée pour des causes similaires. Charlie, Sky Rock... ça commence à faire beaucoup.

Et si on refaisait de la liberté d'expression une priorité ?

Tous en avant, et Voltaire à la rescousse.

côté des représentants de l'Administration à la voix décisionnelle.

Aujourd'hui, se taire sur ce qui se passe dans ces commissions ou continuer à bluffer le personnel devient encore plus inacceptable. Notre copain Jean Lamour vient d'en faire les frais. Malgré des certificats médicaux attestant que les faits qui lui sont reprochés ne rentrent pas dans le cadre disciplinaire, il est suspendu de fonction pendant un an sans même pouvoir déposer un recours devant le conseil supérieur de la Fonction Publique parce que la sanction a été votée à l'unanimité des représentants de l'Administration et du personnel.

Face à la répression et à une résignation que nous n'avons pu vaincre, nous proposons la solidarité financière (*1).

Pas de lamentations inutile, la seule attitude responsable, c'est de ne pas accepter de déléguer notre pouvoir à qui que ce soit et de ne pas voter aux C.A.P.

**NON A LA COLLABORATION
DE CLASSE
BOYCOTT DES
ELECTIONS PARITAIRES**

**C.N.T. Secteur P.T.T.
Vieille bourse du Travail
Bordeaux.**

(*1) Envoyez vos dons, avec la mention "Solidarité Jean Lamour" à C.N.T.-A.I.T., Centre de Tri, rue Dejean, 80000 Amiens. Un reçu vous sera envoyé.

De plus en plus, les gens et les militants (organisés ou non) qui se définissent et se déclarent ainsi, devraient, à mon avis, s'imposer le devoir, aujourd'hui plus que jamais, de réfléchir, analyser, confronter et débattre en profondeur ce sujet.

Quelles sont les différences dans la réalité qui font obstacle à ce que ces trois "familles", qui ont un projet commun de changement radical de société, puissent agir en commun pour que le but recherché devienne un jour réalité ? La question est posée. Sommes nous tous capables de comprendre la grande responsabilité que nous avons devant le peuple du travail ? La logique et la raison voudraient que nous soyons unis pour pouvoir réussir. Or, c'est tout le contraire qui se produit. Les accusations et les procès d'intention sont parfois à la limite de la diffamation. Pouvons-nous dans cet état d'esprit et de comportement être crédibles et attirer vers nous tous les travailleurs, quelle que soient leur place et condition dans la société ? La réponse est NON, car je continue comme toujours à penser que **l'union fait la force** et le rapport de force, étant ce qu'il est, la justifie pleinement. C'est l'union des trois "familles" qui peut combattre avec un certain succès le capitalisme de plus en plus puissant et créateur des grandes misères humaines avec l'appui inconditionnel de l'état, de l'armée et de toutes les églises. Mais alors se pose la question : au sein de quelle organisation peut se forger et agir cette force à assembler ? Il va de soi que ce ne peut être que dans l'anarcho-syndicalisme, organisation de "masse" qui peut et doit mener le combat sur deux fronts dont celui de la défense du quotidien des travailleurs qui peuvent l'intégrer, quelle que soit leur position philosophique mais en sachant que cette organisation a un projet de société philosophiquement anarchiste, le Communisme libertaire qui nous mènera à l'anarchisme. Tout ceci ne sera pas possible et réalisable si l'anarcho-syndicalisme n'a pas comme moteur des militants sincères et responsables, avec un grand esprit volontariste, acquis à la cause libertaire et anarchiste. Ne nous trompons pas. Ceci est absolument nécessaire si nous ne voulons pas prendre le risque de voir notre organisation syndicale tomber dans les mains de nos ennemis plus ou moins déclarés de l'intérieur ou de l'extérieur qui profiteront de la moindre situation ou occasion pour obtenir leur but.

**ANARCHO-
SYNDICALISME,
COMMUNISME
LIBERTAIRE
ANARCHISME,
MEME COMBAT?**

En conclusion, il faut un anarcho-syndicalisme qui ne prête à aucune confusion, que ce soit dans le fonctionnement de son Internationale (A.I.T.), ou dans celui des sections qui la composent ou la composeront à l'avenir. Ni élitisme, ni dirigisme, ni dogmatisme mais... pas de nihilisme non plus sous des prétextes qui sont de plus en plus dépassés. Tolérance, liberté de pensée, respect d'une certaine autonomie et des naturelles sensibilités individuelles et collectives, dans le respect de la ligne de conduite décidée par les Congrès et les Statuts. Voilà le comportement anarcho-syndicaliste.

Plus que jamais, la place des anars et des libertaires (organisés ou non) est dans l'anarcho-syndicalisme, car celui-ci a besoin de toutes ces forces dispersées pour que ses actions révolutionnaires soient plus massives et effectives par la suite. Je termine mon très modeste exposé en souhaitant que celui-ci ait été bien compris pour qu'enfin la raison et la réalité l'emportent, pour le bien des idéaux qui nous sont communs.

Emile TRAVE



Le "feuilleton" Vingrau continue : Début des travaux, manifestation

— sur le site, tentatives de récupération... L'Union locale de Perpignan fait le point. —

Comme on s'en doutait, ce n'est pas l'élection d'un nouveau maire, venu du Comité de Défense, qui a changé les données à Vingrau !

Le Préfet a donné son autorisation d'ouverture des carrières le 4 novembre 1994 et Omya *1) a voulu attaquer les travaux dès le 14 novembre. C'est l'opposition sur le terrain, une fois de plus, qui l'en a empêché.

Malgré cela, la Préfecture et Omya ont employé la force : environ 200 gardes mobiles ont protégé le début des travaux. La volonté du Comité de Défense et le soutien d'individus et d'organisations dont fait partie la C.N.T.-A.I.T. n'ont rien pu faire face à ce déferlement de flics.

Depuis le 5 décembre 94, Omya a donc réellement commencé les travaux, sous-traitant une partie de ceux-ci à l'O.N.F. (Office National des Forêts), qui n'hésite pas à défricher des zones boisées il y a une vingtaine d'années. Quand le fric est en jeu, ces sociétés privées ou publiques oublient vite la protection de l'environnement, la démocratie et le respect de l'individu.

Face à ce commencement de force des travaux, le Comité de Défense a appelé à une manifestation près du site, et ce malgré des hésitations dues notamment à la peur des débordements.

Le dimanche 18 décembre 1994, 4, 5 à 600 personnes étaient présentes près du site pour aller manifester dans le cirque que les carrières veulent massacrer. La présence de la C.N.T.-A.I.T. était forte, des copains de tout le sud de la France s'étant déplacés

pour soutenir le Comité de Défense. (Étaient en particulier présentes les Unions locales C.N.T.-

A.I.T. de Bordeaux, Pau, Toulouse, Montauban, l'Ariège, Montpellier et Perpignan ainsi que des militants isolés).

Cette manifestation s'est déroulée dans le calme, comme l'avait souhaité le Comité de Défense.

Seuls les représentants de "Génération Ecologie" ont été déçus : leur présidentiable opportuniste, Lalonde, n'a pas eu l'accueil qu'il souhaitait ! Hué au début de la manifestation pour sa présence récupératrice (il venait annoncer sa candidature aux présidentielles), il s'est vu refuser systématiquement par les copains de la C.N.T.-A.I.T. la main tendue, moite de bulletin de vote, qu'il proposait à tout va ... ce qui lui a valu les "honneurs" de la presse audiovisuelle, y compris sur le "zapping" de Canal Plus !

La grillade qui a suivi la manifestation a été conviviale, et une fois de plus, la présence de la C.N.T.-A.I.T. a été remarquée et appréciée par les manifestants. Quand aux tentatives de récupération politique, elles ont avortées l'après midi comme le matin.

Suite à cette manifestation et à son impact médiatique, les militants locaux et régionaux de Génération Ecologie ont mal réagi : montrer Lalonde en posture délicate ne leur a pas plu ! Dès le lundi 19 décembre, des communiqués et des réactions médiatiques mettant en cause une poignée d'individus (etc... vous devinez la suite du texte !) étaient

programmés. Ces interventions ont mis en évidence les manipulations de quelques écologistes au sein du Comité de Défense de Vingrau.

Leur acharnement à vouloir se montrer et à récupérer les luttes écologiques pour les convertir en bulletins de vote met aujourd'hui le Comité de Défense dans une situation délicate.

L'Union locale de Perpignan a une fois de plus mis en évidence ces magouilles en transmettant au Comité ses réactions et réponses aux différentes attaques dont la C.N.T.-A.I.T. a été l'objet.

Nous attendons les réponses de celui-ci lors d'une prochaine Assemblée générale où nous serons présents pour rappeler que chaque fois que le Comité de Défense a eu des faiblesses dans son fonctionnement de type autogestionnaire, les politiciens de tous poils en ont profité pour magouiller et mettre en jeu l'existence de la lutte.

Souhaitons que le Comité de Défense assume ses contradictions et qu'il reprenne la façon antérieure de gérer sa lutte.

Ce ne sera que dans ce cas que l'Union locale de Perpignan et la C.N.T.-A.I.T. continueront leur soutien au Comité de Lutte.

U.L. de Perpignan.

* A la suite de la journée du 18, l'Union locale C.N.T.-A.I.T. de Perpignan a adressé un courrier aux membres du Comité de Défense, courrier dont nous publions ici de larges extraits.



Il semble que les rapports conviviaux que la CNT-AIT entretenait avec les membres du Comité de Défense aient évolué et ce, depuis dimanche 18 déc. ... vers 20 heures, heure à laquelle les médias régionaux et nationaux ont montré une vision tronquée et déformée de la lutte des Vingraunais et du déroulement de cette journée.

Il est vrai que ces mêmes médias, dont la CNT-AIT s'est toujours plus que méfiée, n'ont à aucun moment évoqué l'existence du Comité de Défense, niant par là même son importance. Ils n'ont fait référence qu'à des individus (technicien, maire ou ministre) et jamais au collectif, à l'entraide et au partage des responsabilités qui en découlent. Toute vérité n'est pas bonne à dire pour ces médias dont certains d'entre vous attendaient beaucoup !

AUX MEMBRES DU COMITE DE DEFENSE

Leur déception a-t-elle été si grande pour qu'ils n'hésitent pas à remettre en cause notre présence à cette manifestation et notre aide et nos actions communes antérieures,

Ce genre d'attitude n'est pas dans nos habitudes et nous avons toujours préféré les positions claires.

C'est d'ailleurs pourquoi nous avons été choqués d'apprendre par la presse la venue d'un ex-ministre et présidentiable qui voulait entamer sa campagne présidentielle à Vingrau ! Il aurait été préférable de nous en parler plus tôt... cela aurait évité peut-être quelques quolibets et refus de serrer la main de Monsieur Lalonde, refus qui ont fait la une des médias et amené les écologistes à réagir vivement.

Toujours est-il qu'il nous paraît fort douteux qu'aujourd'hui vous cautionnez la remise en cause d'actions et choix communs antérieurs, que vous acceptiez un chantage mal venu de la part des militants écologistes politisés que leur image de marque dans les médias semble plus motiver que la lutte du Comité de Défense !

Pourquoi ne se sont-ils pas offusqués de l'interprétation médiatique qui a été faite lors de cette journée ? Plus grave, comment se fait-il que personne n'ait réagi au fait que le Comité de Défense soit inexistant aux yeux des médias ? L'important pour nous dans la lutte de Vingrau est son objet (lutte contre des carrières) mais aussi sa forme : Assemblée générale décisionnelle et représentants mandatés, l'entraide et la solidarité.

Il semble qu'aujourd'hui toutes ces formes qui faisaient l'efficacité du Comité de Défense soient malmenées.

• Le Comité de Défense prend-il toujours ses décisions en Assemblée Générale ?

• Les récentes réactions du Comité de Défense ne mettent-elles pas en évidence un changement d'orientation de celui-ci, changement que nous ne partageons pas.

Il nous semble important que le Comité de Défense garde l'optique qui a été la sienne jusqu'à ce dimanche 18 décembre, c'est pour cela qu'une clarification des positions nous paraît indispensable.

Ayant été remis en cause dans nos actions, dans notre présence auprès du Comité de Défense de Vingrau et ce par le Comité ou par certains de ses membres, nous ne pouvons que suspendre notre soutien à la lutte de Vingrau jusqu'à la prochaine Assemblée générale, qui répondra peut-être à certaines de nos questions. (...)



• Les banderoles de la C.N.T. lors de la manifestation du 18 dec sur le site

